HONNEUR

Un concert de protestations agite le monde politico-médiatique après la remise de la Légion d'honneur au prince héritier d'Arabie Saoudite. Selon ce petit monde, il ne serait pas un démocrate, et de rappeler les 153 exécutions au sabre, l'an dernier, en Arabie Saoudite. Qu'y a-t-il de scandaleux à remettre la Légion d'honneur à ce triste personnage ? La Légion d'honneur à été créée par Napoléon en 1802 (l'année ou il réinstaura l'esclavage dans les colonies), précisément pour célébrer les sabreurs.

Au fil du temps, elle s'est élargie a ceux ayant rendu « des mérites éminents, militaires ou civils ». Si l'on prend la liste de ceux qui ont reçu la grand-croix de la Légion d'honneur — le grade le plus haut —, parmi les personnalités étrangères, on trouve : en 1923, Mussolini ; en 1937, le chah d'Iran et le roi Farouk d'Egypte ; en 1989, le dictateur tunisien Ben Ali, qui venait d'écraser des révoltes populaires et que l'on remerciait de maintenir l'ordre au compte des compagnies françaises ; en 2000, le roi du Maroc, Mohamed VI ; et en 2006. Poutine.

Parmi les Français qui ont reçu cette décoration suprême : en 1952, le général Salan, qui s'illustrera, en 1961, en participant au putsch militaire d'Alger ; en 1975, le général Bigeard, qui "gaulliste", n'a pas participé au putsch d'Alger, mais a organisé la torture en Algérie ; en 1939 le maréchal Pétain ; et, après la Commune de Paris, en 1871, le chef des versaillais, Adolphe Thiers et le général Gallifet, surnommé « le massacreur de la Commune ».

En 1870, le peintre et sculpteur Gustave Courbet a refusé la Légion d'honneur. Un an plus tard, il était élu délégué à la Commune de Paris. Honneur aux communards !

Lucien GAUTHIER